



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 08 JUILLET 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 02 juillet 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 08 juillet 2024 à 18h30, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Olivier ROBIN, Nathalie TISSOT, Nathalie ROMANET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

### Absents excusés :

Jean-Michel LEGRAND

Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,

Denis COLLET,

### Absents non excusés :

Eric TRINQUET

Mihrican AVCI,

Umus PERRONE

Bertrand BONNAMOUR

Thomas GIRARD.

Dans le cadre de la sécurisation de la commune, la Mairie de NANTUA est amenée à poser des caméras de vidéoprotection sur des façades d'immeubles privés.

Ces opérations nécessitent l'accord formel des propriétaires et la signature d'une convention de servitude d'ancrage de dispositifs de vidéoprotection sur façades d'immeubles privés entre le propriétaire et la commune de NANTUA.

Afin de ne pas multiplier les délibérations il est proposé d'approuver une convention type et d'autoriser Monsieur le Maire à signer chaque convention nominative conclue dans le cadre de cette convention type.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVE** la convention type de servitude d'ancrage de dispositif de vidéoprotection sur des façades privées telle que jointe en annexe à la présente délibération,
- **AUTORISE** M. Le Maire à signer les conventions à intervenir dans ce cadre avec chaque propriétaire concerné, ainsi que tout acte s'y rattachant.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.  
Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Envoyé en préfecture le 19/07/2024

Reçu en préfecture le 19/07/2024

Publié le THOMASSET

ID : 001-210102695-20240708-202451-DE

Berger  
Levrault

Jean-P



Le Secrétaire de séance,  
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.



## Convention type de servitude d'ancrage de dispositifs de vidéoprotection sur façade d'immeuble privé

### ENTRE :

La COMMUNE DE NANTUA – 17 rue de l'Hôtel de ville – 01130 Nantua, représentée par son Maire Jean-Pascal THOMASSET, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du....., d'une part

### ET

M.....résidant ....., agissant en qualité de propriétaire d'autre part

**Vu** la loi n°2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI II) ;

**Vu** la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;

**Vu** la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

**Vu** la circulaire INTD0900057C du 12 mars 2009 relative aux conditions de déploiement des systèmes de vidéo-protection ;

**Vu** le code de la sécurité intérieur et notamment ses articles L251-1 et suivants, L252-2, L252-3, L253-1, L253-5, L254-1, R252-3 et R253-3 ;

### Il est convenu ce qui suit :

Dans le cadre de la sécurisation de la commune, la Mairie de NANTUA est amenée à poser des caméras de vidéo-protection sur des façades d'immeubles privés.

Ces opérations nécessitent l'accord formel des propriétaires et la signature d'une convention de servitude d'ancrage de dispositifs de vidéo-protection sur façades d'immeubles privés entre le propriétaire et la commune de NANTUA.

#### **Article 1 : Objet de la convention**

Par la présente convention, le propriétaire accepte de grever la façade de son immeuble sis .....(Parcelle XXXX), d'une servitude d'ancrage au profit de la commune de NANTUA, en vue de permettre à cette dernière d'implanter à titre gratuit un dispositif de vidéo protection tel que décrit ci-après.

#### **Article 2 : Propriété**

M.....déclare être propriétaire de l'immeuble sis.....figurant au plan cadastral sous le numéro XXXX - Commune de NANTUA.

### **Article 3 : Consistance des travaux et autorisation du propriétaire**

Après avoir pris connaissance du système de pose de la caméra de vidéo protection, le propriétaire autorise la commune de NANTUA à :

- Installer la caméra de vidéo-protection (câbles électriques, équipements, ancrage et protection éventuels) sur sa façade (photo ci-jointe) ;
- Faire exécuter sur l'immeuble, par les agents communaux ou l'entreprise dûment accréditée par la commune, la pose, la surveillance, l'entretien et la réparation de la caméra.

Cette servitude est conclue à titre gracieux compte tenu de la nature des travaux et de l'intérêt qu'ils représentent en termes de sécurité publique.

### **Article 4 : Droits et obligations des parties**

La présente convention n'emporte aucune dépossession et ne fait pas obstacle au droit du propriétaire de démolir, de réparer ou surélever son immeuble. Toutefois, l'exercice de ce droit ne permet pas au propriétaire de porter atteinte aux ouvrages fixés sur la partie d'immeuble, objet de la présente convention.

Un état des lieux contradictoire sera établi avant les travaux (photo jointe en annexe)

#### **4.1 Obligations de la commune**

La commune de NANTUA sera tenue de réaliser les travaux dans les règles de l'art et s'assurera qu'aucune dégradation éventuelle ne sera commise sur les parements extérieurs.

La commune de NANTUA sera tenue de répondre dans un délai d'un mois à compter de la date de la première présentation. Elle prendra en charge la dépose et la réinstallation du dispositif de vidéo-protection à sa position initiale. La modification de la position du dispositif peut dans certains cas être étudiée à condition de ne pas nuire à l'efficacité de ce dernier.

La commune de NANTUA est responsable des désordres qui pourraient être causés sur le bien du propriétaire en cas de dysfonctionnement de la caméra de vidéoprotection. Aussi, elle s'engage à réparer tout dommage qui naîtrait d'un dysfonctionnement ou des interventions qu'elle aurait agréées sur l'installation, et de prendre en charge les éventuelles dégradations de la façade faisant suite à du vandalisme sur le système de vidéoprotection.

La commune de NANTUA s'engage à remettre en état la façade lors de la dépose définitive de la caméra de vidéoprotection.

#### **4.2 Obligations du propriétaire**

Si le propriétaire envisage, soit de bâtir, soit de démolir, réparer, surélever ou clore la construction existante, il devra faire connaître à la commune de NANTUA, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à : Mairie de NANTUA – A l'attention de Monsieur Le Maire – 17 rue de l'Hôtel de ville – 01130 Nantua, la nature et la consistance des travaux qu'il projette d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation au moins un mois à l'avance. Que ces travaux aient un impact ou non sur le fonctionnement des équipements.

Aucune intervention ne doit être engagée sur l'équipement ou son alimentation par le propriétaire ou toute entreprise sans l'accord préalable de la commune de NANTUA.

Le propriétaire de l'immeuble devra permettre et faciliter l'accès aux équipements techniques du dispositif par la commune, ou toute personne dûment mandatée par elle, l'entretien, la maintenance, les réparations ainsi que le remplacement ou la suppression desdits équipements.

Les équipements qui seraient brisés, dégradés ou salis par le fait de travaux entrepris par les propriétaires, seraient remplacés ou nettoyés à leur frais.

Le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou acquerront des droits sur l'immeuble supportant le dispositif, notamment en cas de transfert de propriété.

Cette convention sera publiée au service de publicité foncière aux frais de la commune.

#### **Article 5 : Règlement des litiges**

En cas de litiges, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord amiable, la présente convention pourra être portée devant le Tribunal Administratif de Lyon.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires originaux.

#### **Annexes :**

- Plan de la façade localisant l'emplacement ou les emplacements de la ou des dispositifs
- Photo de l'emplacement futur de l'installation
- Plan cadastral

Nantua, le

Le propriétaire ou son ayant droit :

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET